

Une publication semestrielle  
à l'attention des Gouverneurs du  
Groupe EDS13\*  
Administrateur : Agapito MENDES DIAS

Numéro 4 – octobre 2012

# Le Bulletin

## DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

### Sommaire

Mot de l'Administrateur

Page 1

Année 2012 : Nouveau leadership  
pour l'Afrique à la Banque mondiale

Page 2

Première visite du nouveau Président  
de la Banque à l'extérieur consacrée  
à l'Afrique

Page 3

Réunion du Caucus Africain  
à Kinshasa : Les Gouverneurs  
maintiennent le cap

Page 3

Initiative PPTTE : Points  
d'Achèvement en 2012

Page 5

Dossier : Initiatives et opportunités  
offertes par le Groupe de la Banque  
mondiale en matière d'agriculture et  
de sécurité alimentaire

Page 6

\* Le groupe EDS13 comprend :

le Bénin, le Burkina Faso, le Cameroun,  
le Cape Vert, la République Centrafricaine,  
le Tchad, les Comores, la République du  
Congo, la République Démocratique du  
Congo, la Côte-d'Ivoire, Djibouti, le Gabon,  
la Guinée, la Guinée-Bissau, la Guinée  
Equatoriale, Madagascar, le Mali,  
la Mauritanie, l'île Maurice, le Niger, Sao  
Tome & Príncipe, le Sénégal, et le Togo



LA BANQUE MONDIALE

### Mot de l'Administrateur



Agapito MENDES DIAS

Chers Gouverneurs,

Bienvenue aux Assemblées Annuelles 2012 de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International (FMI) qui se tiennent à Tokyo du 12 au 14 octobre 2012. Trois principaux sujets sont au menu des travaux du Comité de Développement (CD) qui se réunira le 13 octobre 2012. Il s'agit de l'emploi, de la gestion des risques de catastrophes et du lien entre développement et égalité du genre. Comme d'habitude, vous trouverez le résumé synthétique de chacun de ces sujets, ainsi que le programme détaillé des différents événements, dans le dossier préparé à votre intention par mon Bureau.

Ce 4<sup>ième</sup> numéro du Bulletin coïncide avec le deuxième anniversaire de mon mandat en tant qu'Administrateur représentant notre Groupe au Conseil d'Administration de la Banque mondiale. Les réalisations de

cette deuxième année de travail d'équipe, avec votre précieux soutien, sont présentées dans le Rapport Annuel du Bureau pour la période allant du 1<sup>er</sup> juillet 2011 au 30 juin 2012. Ce Rapport, comme celui de l'année dernière — s'articule autour des « Objectifs et Stratégie du Bureau » que je me suis assignés et que j'avais soumis à votre attention au début de mon mandat.

J'ai le plaisir de vous informer, par le canal de ce bulletin, qu'en plus du « Fascicule des portes d'accès aux carrières du Groupe de la Banque mondiale » déjà paru, mon Bureau met à votre disposition une nouvelle publication intitulée « *Extrait du Répertoire des Programmes Financés par les Fonds Fiduciaires Administrés par le Groupe de la Banque mondiale* ». Cet outil traduit l'engagement que j'ai pris devant vous pour œuvrer au renforcement des capacités de nos pays à mieux exploiter les opportunités offertes par le Groupe de la Banque mondiale. De plus, la rubrique « Dossier » de ce numéro donne des informations que vous pourriez trouver utiles sur le financement de l'agriculture pour la sécurité alimentaire.

Comme de coutume, je vous invite à consulter le site Web du Bureau ([www.worldbank.org/EDS13](http://www.worldbank.org/EDS13)) pour plus d'information sur les activités de mon Bureau et sur le Groupe de la Banque mondiale.

Enfin, très satisfait par le niveau de communication et de collaboration entre mon Bureau et nos capitales, je vous réitère mon engagement et ma disponibilité à défendre la cause et les intérêts de chacun de nos pays dans ses efforts de développement.

Bon et fructueux séjour à Tokyo!

Agapito MENDES DIAS

## Année 2012 : Un Nouveau Leadership pour l'Afrique à la Banque mondiale

**Un nouveau Président de la Banque, un nouveau Vice-président de la Région Afrique, un nouveau Vice-président Exécutif de la SFI, et un nouvel Economiste en Chef de la Banque.**

**Un nouveau Président de la Banque Mondiale**, Monsieur Jim Yong KIM, et un nouveau Vice-président de la Région Afrique de la Banque, Monsieur Makhtar DIOP, ont respectivement pris fonction le 2 juillet 2012 et le 18 mai 2012. Ce changement de leadership intervient, au moment où l'Afrique se relève des effets de la crise pour retrouver son élan de croissance d'avant la crise.

Dans son message au premier jour de sa prise de fonction, Monsieur KIM a notamment déclaré : « *Pendant qu'à court terme la gestion de la crise et la protection sociale sont les préoccupations naturelles du moment, nous devons capitaliser sur les opportunités qui se profilent à l'horizon. Malgré les incertitudes, nous devons nous rappeler que le monde dispose aujourd'hui de ressources, de connaissance et d'expérience sans précédent. Si la communauté internationale pouvait les utiliser efficacement, nous pouvons atteindre en une génération des objectifs qui étaient considérés comme des rêves lointains pendant des centaines. Nous pouvons réduire la pauvreté à des niveaux record et entrer dans une ère où la majorité de la population mondiale sera partie de la classe moyenne et bénéficiera d'un niveau de vie plus élevé et de meilleures opportunités. Nous pouvons aider à créer la prochaine génération d'économies émergentes, **spécialement en Afrique**, qui propulseront la demande et la croissance mondiale. Nous pouvons accélérer l'avènement d'une croissance inclusive et le progrès social dans les endroits où le développement n'a pas encore eu de prise.* »

Quelques heures après son entrée en fonction, le **nouveau Vice-président de la Région Afrique** a déclaré lors de son premier « tête-à-tête » avec l'ensemble de son personnel (dont une partie présente à Washington et l'autre connectée par audio/vidéo-conférence depuis les 38 bureaux nationaux et régionaux en Afrique) que son plan pour les prochaines années est de traduire en actions la stratégie de la Banque mondiale pour l'Afrique, soigneusement élaborée par le personnel sous la houlette de son prédécesseur, à qui il a tenu à rendre hommage pour la qualité de son travail. Il a également indiqué que la Banque doit se préparer pour l'IDA 17 dans un environnement très différent de celui de la reconstitution de l'IDA 16. Il convient de rappeler que la revue

à mi-parcours de l'IDA 16 est prévue à Abidjan, en Côte d'Ivoire, en novembre 2012 pour faire le point de l'IDA 16 et préparer l'IDA 17.

Il est utile de souligner également que, depuis le 1er octobre 2012, la Société Financière Internationale (SFI) a été dotée d'un nouveau Vice-président Exécutif en la personne de Monsieur Jin-Yong CAI de nationalité chinoise, en remplacement de Monsieur Lars THUNELL de nationalité suédoise, arrivé au terme de son mandat. En outre, un nouvel Economiste en Chef de la Banque a été nommé. Il s'agit de Monsieur Kaushik BASU, de nationalité indienne, en remplacement de Monsieur Justin Yifu LIN, de nationalité chinoise, également arrivé au terme de son mandat.



**Dr. Jim Yong Kim**

*12<sup>ème</sup> Président du Groupe de la Banque mondiale*

Médecin et anthropologue, le Docteur Kim se dédie au développement international depuis plus de deux décennies, en aidant à améliorer les conditions de vie des populations déshéritées à travers le monde. Il est arrivé à la tête de la Banque mondiale après avoir servi comme Président de *Dartmouth College*, une des plus prestigieuses universités américaines. Il a également occupé le poste de Directeur du Département VIH/SIDA à l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS).



**Makhtar DIOP**

*Vice-Président de la Banque mondiale pour l'Afrique*

Monsieur Makhtar DIOP, est un ancien Ministre des Finances du Sénégal. De 2009 à 2012 il a été le Directeur Pays pour le Brésil, en charge du programme-pays le plus large du portefeuille de la Banque mondiale. Avant d'occuper ce poste, il a servi au sein de la

Région Amérique Latine de la Banque comme Directeur de la stratégie et des Opérations et Directeur de la Finance, du Secteur privé et des Infrastructures. Il a été également Directeur-Pays pour le Kenya, l'Erythrée et la Somalie. Avant la Banque mondiale, M. DIOP a servi comme Economiste au Fonds Monétaire International.

Au moment où le Continent se positionne parmi les régions du monde enregistrant les plus fortes croissances, l'Afrique attend de ces nouveaux dirigeants qu'ils amplifient le mouvement par un renforcement du soutien et de la

qualité des interventions de la Banque mondiale. Nos gouverneurs devraient saisir cette opportunité pour pousser davantage à l'amélioration significative des relations entre la Banque mondiale et l'Afrique. ■

## Première Visite du Nouveau Président de la Banque mondiale à l'Extérieure consacrée à l'Afrique

Pour sa première visite à l'extérieur des Etats-Unis depuis sa prise de fonction en juillet 2012, le nouveau Président

du Groupe de la Banque mondiale, Dr. Jim Yong KIM, s'est rendu en Afrique, plus précisément en Côte d'Ivoire et en Afrique du Sud, du 4 au 6 septembre 2012.

Il y a rencontré les dirigeants nationaux, les acteurs socio-économiques et les autres forces vives avec qui il a discuté de la manière dont le Groupe de la Banque mondiale peut aider plus efficacement les pays africains à accélérer

leur croissance économique, réduire sensiblement la pauvreté et créer davantage d'emplois et d'opportunités pour le continent.

Dr. Kim a déclaré que l'Afrique constitue pour lui « *a Top Priority* » et il s'est engagé à contribuer à la croissance et au succès du continent. Il a notamment annoncé lors de cette visite que la prochaine conférence des Nations Unies pour le financement du développement se tiendra en Côte d'Ivoire vers la fin de l'année 2012.

«La réduction de la pauvreté et la création d'opportunités permettant aux populations de s'épanouir sont au cœur de la mission du Groupe de la Banque mondiale, a-t-il indiqué, et j'ai l'intention de continuer à renforcer les activités que nous menons pour atteindre ces objectifs». «Ainsi, a-t-il ajouté, j'ai choisi l'Afrique pour y effectuer ma première visite officielle en tant que Président du Groupe de la Banque mondiale, conscient de la priorité accordée par les gouvernements africains à l'accélération de la croissance et à la réduction de la pauvreté.» Enfin, il a conclu «L'Afrique est véritablement en train de décoller, et je me réjouis à la perspective d'engager un dialogue direct avec les dirigeants et les populations du continent sur la façon dont la Banque peut aider à promouvoir un développement plus solidaire en Afrique». ■



Dr. Jim Yong KIM, Président de la Banque mondiale au contact de la population d'Abidjan.



A Abidjan, l'équipe de la Banque mondiale sur la Côte d'Ivoire au plus haut niveau. De droite à gauche : Agapito MENDES DIAS, Administrateur, Charles DIBY, Gouverneur, Jim Yong KIM, Président Banque mondiale, Makhtar DIOP, Vice-président Région Afrique, Moussa DOSSO, Gouverneur Suppléant, et Madani TALL, Directeur Pays.

## Caucus Africain 2012 à Kinshasa: Les Gouverneurs maintiennent le Cap

En préparation des Assemblées Annuelles du FMI et de la Banque mondiale qui auront lieu à Tokyo en octobre prochain, les Gouverneurs africains des deux institutions se sont réunis — deux ans d'affilée — à Kinshasa, en République Démocratique du Congo (RDC), cette fois les 1er et 2 août 2012, sous la présidence de Son excellence Monsieur Patrice KITEBI,

(Suite à la page 4)

(Caucus Africain 2012 à Kinshasa, suite de la page 3)

Ministre Délégué auprès du Premier Ministre Chargé des Finances, Président du Caucus Africain, pour évaluer les progrès réalisés depuis le Caucus 2011 et poursuivre leurs actions concertées pour le développement et la transformation de l'Afrique. Ces actions sont ciblées dans leur «Déclaration de Kinshasa II», telles que reprises ci-dessous :

1. *La Mise en commun de ressources nécessaires à la préparation des projets énergétiques transformateurs à impact régional*

Les Gouverneurs africains ont réaffirmé leur engagement à unir leurs efforts et leurs moyens pour accélérer les progrès dans le développement, la préparation et la réalisation des projets transformateurs à impact régional, ceux du secteur de l'énergie en particulier. A cette fin, ils ont demandé au Groupe de la Banque mondiale de :

- ◆ Travailler avec la Banque Africaine de Développement (BAD) et d'autres partenaires au développement à établir une **Facilité Unique de Préparation des Projets** régionaux transformateurs, en particulier les projets énergétiques; et de mobiliser les ressources suffisantes, y compris à travers des contributions de l'IDA; et

- ◆ Offrir les garanties et les leviers nécessaires pour attirer des investissements du secteur privé et promouvoir des partenariats public-privé (PPP); ainsi qu'accroître les ressources de la SFI pour l'Initiative Spéciale sur l'Infrastructure en Afrique et pour son programme «Infra Venture».

Les Gouverneurs ont également demandé à la *Fondation pour le Renforcement des Capacités en Afrique* (ACBF) de :

- ◆ Soumettre une proposition concrète, dans un délai de six semaines, pour leur considération lors de la réunion du Caucus Africain à Tokyo, au Japon, en octobre 2012, de façon à (i) faciliter le fonctionnement du Groupe Ministériel de travail sur l'énergie; et (ii) renforcer les capacités techniques et institutionnelles des autorités nationales et régionales responsables de la réalisation des projets identifiés dans le Mémorandum de 2011.

2. *La stimulation de la productivité agricole*

En pariant sur le futur, les Gouverneurs ont fait du développement de l'agriculture, dans toute sa chaîne de valeur, un des piliers pour la croissance, et partant, de la création d'emplois, en particulier pour les femmes et les jeunes ; et pour la réduction

de la pauvreté sur notre continent. A cet effet, ils exhortent le Groupe de la Banque mondiale à :

- ◆ Augmenter ses ressources financières et mobiliser des contributions additionnelles pour financer le développement des ressources en eau et le développement de l'agriculture tout au long de sa chaîne de valeur.
  - ◆ Accélérer la réalisation des cinq projets ci-après qui présentent un grand potentiel de transformation et d'intégration régionale, à savoir:
    - Le projet de développement des ressources en eau et de gestion durable des écosystèmes dans le bassin du Niger;
    - Le projet de gestion intégrée des ressources en eau et de développement des usages multiples du bassin du fleuve Sénégal (PGIRE);
    - Le projet de facilitation du transit de la Communauté Economique et Monétaire de l'Afrique Centrale (CEMAC);
    - Le projet de soutien aux institutions régionales de la CEMAC; et
    - L'initiative pour la croissance agricole dans le corridor austral de la Tanzanie.
3. *L'atténuation de l'impact de la crise mondiale sur les économies africaines*



Cérémonie d'ouverture de la réunion du Caucus.



Les travaux de la réunion du Caucus.

Afin d'atténuer l'impact de la crise mondiale, notamment celle de la zone Euro sur les économies africaines, les Gouverneurs africains demandent au FMI:

- ◆ D'accroître la concessionnalité de ses prêts aux pays à faible revenu (PFR) et de prolonger sa politique de taux d'intérêt zéro sur ses ressources concessionnelles, au de-là de décembre 2012;
- ◆ D'augmenter les normes d'accès et les plafonds applicables à ses prêts concessionnels, qui sont très bas, comparés à ceux qui s'appliquent à ses ressources générales;
- ◆ De faire en sorte que le Fonds fiduciaire pour la réduction de la pauvreté et pour la croissance dispose de ressources adéquates et, à cette fin, de faire avancer la proposition d'affecter une partie du produit des ventes d'or (1,7 milliard de DTS) au financement de ce fonds au-delà du montant proposé actuellement; et
- ◆ D'introduire plus de souplesse dans la définition des plafonds d'endettement qui sont appliqués aux pays à faible revenu dans le cas des programmes appuyés par le FMI, en tenant compte de leurs objectifs de développement.

Dans ce cadre, les Gouverneurs demandent au Groupe de la Banque mondiale:

- ◆ D'examiner ses instruments actuels de réponse en temps de crise pour trouver les voies et moyens de mieux accompagner et soutenir les pays touchés par la crise et les pays les plus vulnérables.
- ◆ D'adopter une approche systématique de protection sociale et de gestion des risques en mettant au point des programmes de protection sociale audacieux et en renforçant les systèmes nationaux, afin de permettre aux pays d'être mieux préparés à affronter les crises futures.

Les Gouverneurs demandent enfin aux Institutions de Bretton Woods :

- ◆ D'accélérer l'accès aux initiatives PPTe et IADM, ainsi que leur mise en œuvre, pour le reste des pays africains qui y sont éligibles; et
- ◆ D'explorer les options d'allègement de la dette pour les pays non PPTe en situation de détresse en matière de dette.

#### 4. *La représentation de l'Afrique au sein des Institutions de Bretton Woods*

Abordant la question de la représentation de l'Afrique au sein des Institutions de Bretton Woods, les

Gouverneurs ont exhorté le Fonds Monétaire International à répondre de manière urgente à la requête de longue date d'une troisième chaise pour l'Afrique Sub-saharienne à son Conseil d'Administration. Tout en considérant que les réformes en cours sur la gouvernance représentent une opportunité pour aligner de manière appropriée la taille du Conseil d'Administration avec la mission grandissante du FMI, les Gouverneurs ont demandé aux Institutions de Bretton Woods d'explorer toutes les voies possibles pour augmenter la représentation de l'Afrique et pour protéger et accroître les quotes-parts des pays africains.

Les Gouverneurs ont demandé à la Banque mondiale et au FMI d'améliorer la représentation africaine à tous les niveaux; de prendre de toute urgence des mesures concrètes pour atteindre les objectifs de diversité fixés à tous les échelons; et de réaliser davantage de progrès dans le recrutement, la promotion et le plan de carrière de leur personnel africain.

Cette « Déclaration » des Gouverneurs est aussi disponible sur le site internet du Bureau de l'Administrateur à l'adresse suivante : [www.worldbank.org/eds13](http://www.worldbank.org/eds13). ■

## Initiative PPTe : Points d'Achèvement en 2012

Le Bureau s'est attelé au cours de l'année 2012, à finaliser l'accompagnement de certains pays de notre groupe dans la longue marche vers l'atteinte du Point d'Achèvement de l'Initiative PPTe. La Côte d'Ivoire a franchi la ligne d'arrivée en juin, la Guinée en septembre et le point d'achèvement pour les Comores est prévu pour décembre. Quant au Tchad, les avancées récentes laissent prévoir que l'évènement aura lieu en 2013, bouclant la boucle des accessions de l'ensemble des pays de notre groupe au Point d'Achèvement de l'initiative PPTe.

### 1. Côte d'Ivoire

C'est avec un réel motif de satisfaction que le Bureau de l'Administrateur a célébré au soir du 26 juin 2012, en communion avec les autorités, l'approbation par le Conseil d'Administration de la Banque mondiale de l'atteinte du Point d'Achèvement de l'Initiative PPTe de la Côte d'Ivoire.

Cependant, au-delà du succès de l'atteinte du Point d'Achèvement, le travail doit se poursuivre et les réformes se consolider. C'est dans cette perspective que le Conseil a fortement encouragé le Gouvernement ivoirien à aller de l'avant dans les réformes, notamment dans les secteurs du cacao, de l'électricité et des

hydrocarbures. A cet égard, le Conseil a souligné le rôle important du secteur privé et encouragé le Gouvernement à améliorer la compétitivité de son économie et le climat des affaires, avec un accent particulier sur la promotion des Partenariats Public-Privé (PPP) et la création d'emplois, surtout pour les jeunes.

### 2. Guinée

Joie et satisfaction avaient également déferlé sur le Bureau de l'Administrateur lorsqu'en fin de matinée du 25 septembre 2012, le Conseil d'Administration de la Banque mondiale a prononcé son approbation de l'atteinte

(Suite à la page 6)



Visite aux Comores pour le suivi des progrès vers le point d'achèvement de l'initiative PPTe. On reconnaît en 3ème position à partir de la droite S.E. Dr. Ikilou DHOININE, Président de l'Union des Comores. A partir de sa droite, S.E.M. Mohamed Ali SOIHILI, Vice-président de l'Union chargé notamment des finances et du budget, M. Mze Chei OUBEDI, Conseiller du Président de l'Union, Gouverneur de la Banque, M. Said Ali ANTOISI, économiste à la Banque Mondiale et M. Abel Anrab Abdou CHACOUR, ancien administrateur à la BAD. A gauche du Président, M. Agapito MENDES DIAS, Administrateur à la Banque mondiale et son Conseiller Principal Yssouf BAMBA.

## Dossier : Initiatives et Opportunités offertes par le Groupe de la Banque mondiale en matière d'Agriculture et de Sécurité Alimentaire

Les crises énergétiques et alimentaires des années 2008 et 2010 qui ont occasionné des envolées des prix des denrées alimentaires constituent un défi pour beaucoup de pays membres du Groupe de la Banque Mondiale (GBM), en particulier ceux à faibles revenus. Ces pays ont en effet, enregistré une contraction de leur espace fiscale, une réduction du commerce agricole et un manque de liquidité pour accéder aux capitaux et intrants. Aussi, tout porte à croire que si les réponses à ces crises ne sont pas apportées et exécutées en temps réel, ces effets iront croissants, et les acquis enregistrés par les pays africains durant ces deux dernières années, y compris ceux de notre groupe, seront remis en question.

Comme de nombreuses autres Banques Multilatérales de Développement (BMD), le GBM a été invité par le G8, le G20 et par les gouverneurs à tout mettre en œuvre pour apporter en temps opportuns des réponses ciblées, mais aussi urgentes et durables, à ces crises. En particulier, il lui a été demandé de faire preuve d'innovation dans ses instruments de prêts, ses produits et ses mécanismes de financement; et de revoir les instruments existants pour offrir une assistance plus souple et plus coordonnée dans le domaine de l'agriculture et de la sécurité alimentaire.

Dans le cadre du suivi de la mise en œuvre de ces recommandations par la Banque et soucieux de renforcer les capacités de nos pays à mieux exploiter les opportunités offertes par le GBM, le Bureau de l'Administrateur a répertorié trois types d'initiatives ; à savoir : (i) les initiatives en soutien au secteur agricole et en réponse à la volatilité des

*(Points d'Achèvement en 2012, suite de la page 5)*

du Point d'achèvement de l'Initiative PPTe pour la Guinée.

Dans sa déclaration, le Conseil a encouragé le Gouvernement guinéen à maintenir le cap sur la consolidation de l'environnement socio-économique et la mise en œuvre des réformes notamment dans le secteur minier qui présente un potentiel exceptionnel de croissance économique et de réduction de la pauvreté pour le pays.

### 3. Comores

Du 11 au 15 septembre 2012, l'Administrateur Agapito MENDES DIAS a séjourné aux Comores pour examiner avec les autorités les progrès en cours vers l'atteinte du point d'achèvement de l'Initiative PPTe. En quittant ce pays, l'Administrateur a notamment déclaré à la presse « Je pars avec une

grande confiance d'arriver au point d'achèvement car le travail abattu en si peu de temps par le gouvernement comorien de concert avec le parlement et les autres forces vives m'a beaucoup impressionné. Les défis restent importants certes, mais il ne fait aucun doute que les choses sont dans la bonne voie surtout en me référant à l'étape franchie pendant mon séjour avec la restitution au chef de l'Etat du document cadre de la lutte contre la corruption ».

### 4. Tchad

Le dossier du Tchad connaît également une bonne évolution vers le point d'achèvement de l'initiative PPTe avec la relance du dialogue pour la mise en place d'un programme destiné à guider la marche vers cet objectif. Le Bureau de l'Administrateur suit l'évolution de ce dossier de concert avec les services de la Banque et les autorités tchadiennes. ■

prix face à l'ampleur de la crise alimentaire de 2008 ; (ii) les initiatives de lutte contre la sécheresse en Afrique ; et (iii) les initiatives de la SFI pour soutenir l'agro-industrie.

**Les initiatives en soutien au secteur agricole et en réponse à la volatilité des prix face à l'ampleur de la crise alimentaire de 2008 sont le programme mondial pour l'agriculture et la sécurité alimentaire (GAFSP) et le Programme d'intervention en réponse à la crise alimentaire mondiale (GFRP).**

Le GAFSP est une initiative qui couvre aussi bien le court que le long terme. Il fournit un appui financier et technique aux programmes agricoles nationaux des pays éligibles et aux opérations d'urgence en réponse à la crise alimentaire mondiale. L'éligibilité des programmes est étendue à une large gamme de bénéficiaires, essentiellement les pays IDA, les petites et moyennes entreprises (PMEs) et les organisations régionales dotées d'une personnalité juridique telle que la CEDEAO et le COMESA. Le GAFSP est administré à travers deux guichets dits « public et privé » selon des règles établis par la Banque et les bailleurs de fonds participants au financement du programme. Depuis son lancement en Avril 2010, le montant total des promesses à la date du 30 Juin 2012 s'élève à \$1,2 milliards. A cette même date, 62% des promesses ont été effectivement reçu; soit un montant total de \$752 million. Une part de 15% de ces ressources est allée à trois pays de notre groupe qui ont été les seuls du groupe à en bénéficier à ce jour.

Le GFRP, quant à lui, est une initiative polyvalente répondant aux soucis d'intervention rapide en réponse à la volatilité des prix des denrées alimentaires. Le GFRP est financé par le GBM et ses fonds ont une couverture très large, allant de la fourniture de compléments nutritionnels à la couverture des dépenses supplémentaires liées à l'achat de semences et d'intrants. Les conditions et modalités de financements sont établies en tenant compte de la nature urgente et de court terme du besoin, de la possibilité de décaissement

rapide, et selon un mode de gouvernance interne à la Banque. Pour sécuriser et renforcer l'impact des ressources du GFRP, les critères d'éligibilité sont strictement appliqués afin de limiter l'accès aux seuls clients confrontés à des besoins de financement imprévisibles et de très court terme nés de crises alimentaires.

**Les Initiatives de lutte contre la Sécheresse ont plusieurs volets dont celle de la Corne de l'Afrique qui vient en appui à l'Autorité Intergouvernementale pour le Développement de l'Afrique de l'Est (IGAD) et l'Initiative pour la Région du Sahel**

L'initiative de la Corne de l'Afrique présente une stratégie concrète d'action. Lancée en 2011, cette initiative recommande que les gouvernements des pays de la Corne de l'Afrique formulent des programmes nationaux de sécurité alimentaire, en s'inspirant de recommandations des stratégies de suivi du Sommet mondial de l'alimentation, ainsi que des initiatives nationales de sécurité alimentaire déjà existantes et des stratégies de réduction de la pauvreté. Ces programmes nationaux ont pour objectifs principaux d'éliminer la famine et de réduire l'insécurité alimentaire chronique.

Les plans d'intervention de l'initiative sont axés sur le renforcement des moyens d'existence des petits agriculteurs, d'accès aux marchés et au crédit, et du développement des entreprises rurales et des agro-industries. En ce qui concerne les conditions d'éligibilité, et pour accroître les chances de financements, les principaux bénéficiaires des plans nationaux devraient essentiellement être les agriculteurs et les éleveurs vivant dans les zones arides et semi-arides de la région, ainsi que les victimes d'insécurité alimentaire en zones urbaines.

L'initiative pour la région du sahel, quant à elle, s'appuie sur la stratégie de la Banque Mondiale pour l'Afrique, et elle est axée autour de trois piliers qui sont : (i) le renforcement du partenariat entre les gouvernements nationaux, les agences de l'ONU, l'UE, les partenaires au développement, les structures régionales

comme la CEDEAO, le CILSS, l'ACMAD, et les organisations non gouvernementales. L'initiative envisage de faciliter la fourniture de nourriture par les ONG nationales / régionales en cas de difficultés rencontrées par les organisations, et les ONG internationales sur le terrain; (ii) la diffusion du savoir grâce au recensement d'informations existantes, la production de nouvelles données afin de mieux comprendre les causes des crises alimentaires, pour apporter les solutions idoines, ainsi que le répertoire des cas de réussites pour en tirer les leçons ; et (iii) le financement des activités de court, moyen et long termes, ainsi que celles de renforcement de la résilience.

Les pays de notre Groupe qui bénéficient actuellement de l'initiative du Sahel sont : le Burkina Faso, le Tchad, la Mauritanie, le Mali et le Niger. Cinq autres pays de notre Groupe ont bénéficié d'une évaluation des programmes mis en place dans le cadre du (PNDA)<sup>1</sup> pour gérer les risques et les besoins après la catastrophe. Il s'agit de : Madagascar, Burkina Faso, République Centrafricaine, Bénin, et Togo.

**Les Initiatives de la Société Financière Internationale (SFI) pour soutenir l'agro-industrie**

Suite à la volatilité des prix des denrées alimentaires en 2008 et 2010, le SFI a lancé ou étendu plusieurs initiatives pour soutenir l'agriculture et l'agro-industrie. Ces initiatives sont :

1. Le Programme Global de Financement des Entrepôts (GWFP), qui vise à accroître le financement du fonds de roulement des acteurs agricoles en facilitant le financement d'entrepôt avant-exportation par le biais des banques commerciales et en leur fournissant des liquidités pour des solutions d'atténuation ou de rétrocession de risque.

*(Suite à la page 8)*

<sup>1</sup> Une initiative mise en place par la Banque pour faciliter la création et le partage du savoir et qui consiste à faire l'évaluation des besoins après les catastrophes (PNDA)

(Dossier, suite de la page 7)

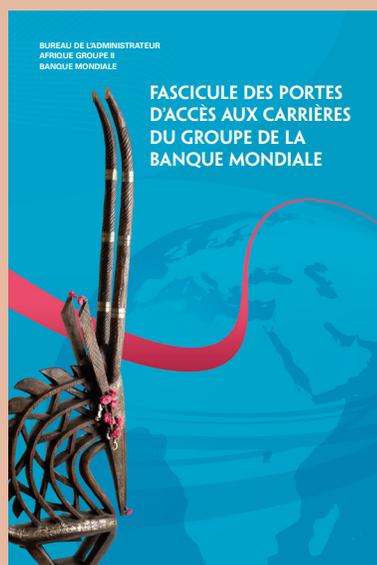
2. Le Programme Intégré de Chaîne de valeur (SCIP), qui vise à soutenir les traders/opérateurs économiques et garantir les risques de paiement des transactions agricoles de ces derniers avec des banques;
3. Le Programme de Financement Critique des Produits de base (CCFP), qui est une plateforme permettant de mobiliser rapidement les ressources et

de véhiculer la liquidité afin de soutenir les mouvements des flux de marchandises et importations d'énergie, principalement dans les pays IDA.

4. Le Programme de Gestion de Risques liés aux Prix des Produits Agricoles (APRM), pour aider les clients à accéder aux marchés internationaux et à les protéger contre les risques liés aux fluctuations des taux de change, des taux d'intérêt et des cours des produits agricoles de base. ■



Les fonds fiduciaires représentent une source complémentaire importante des financements de la Banque mondiale. Ils pourvoient environ 20% des financements annuels de la Banque. Désormais, le Bureau de l'Administrateur publiera chaque année une sélection des programmes financés par les fonds fiduciaires qui présentent un intérêt pour nos pays. cette publication est disponible au Bureau de l'Administrateur et sur le site internet du Bureau (<http://www.worldbank.org/eds13>).



Un document nécessaire à la compréhension des carrières au sein du Groupe de la Banque mondiale. Mise à votre disposition par l'Administrateur Agapito MENDES DIAS, cette publication est disponible au Bureau de l'Administrateur et sur le site internet du Bureau (<http://www.worldbank.org/eds13>).

# Le Bulletin

DU BUREAU DE L'ADMINISTRATEUR

Le Bulletin  
Du Bureau de l'Administrateur

Rédaction : Bureau de  
l'Administrateur (EDS13)

Édition : Bureau de l'Administrateur  
(EDS13)

Conception : Will Kemp, Services  
Généraux, Groupe de la Banque  
mondiale

Impression : Groupe de la Banque  
mondiale, Washington, D.C.

## Pour toute contribution ou suggestion veuillez contacter

Abdoul Karim OURO SAMAH,  
[aallasan@worldbank.org](mailto:aallasan@worldbank.org)  
202-458-1158 tél  
202-522-1585 fax

Emile Brillant EKAMBY,  
[EEKAMBY@worldbank.org](mailto:EEKAMBY@worldbank.org)  
202-473-4643 tél  
[eds13@worldbank.org](mailto:eds13@worldbank.org)

Ce bulletin est aussi disponible  
sur le site web du Bureau de  
l'Administrateur, à l'adresse  
<http://www.worldbank.org/eds13>